Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

39 | 2008
Varia

L'emprise partisane au Kenya au prisme du « local »

Les campagnes électorales de 2002 et 2007 en Ukambani (Eastern Province)

Mathieu Mérino

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/eastafrica/610
DOI : 10.4000/eastafrica.610
ISSN : 2790-1076

Éditeur
IFRA - Institut Français de Recherche en Afrique

Édition imprimée
Date de publication : 1 juin 2008
Pagination : 99-124
ISSN : 2071-7245

Référence électronique
Mathieu Mérino, « L'emprise partisane au Kenya au prisme du « local » », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review* [En ligne], 39 | 2008, mis en ligne le 07 mai 2019, consulté le 09 décembre 2021. URL : http://journals.openedition.org/eastafrica/610 ; DOI : https://doi.org/10.4000/eastafrica.610

Ce document a été généré automatiquement le 9 décembre 2021.

Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

L'emprise partisane au Kenya au prisme du « local »

Les campagnes électorales de 2002 et 2007 en Ukambani (Eastern Province)

Mathieu Mérino

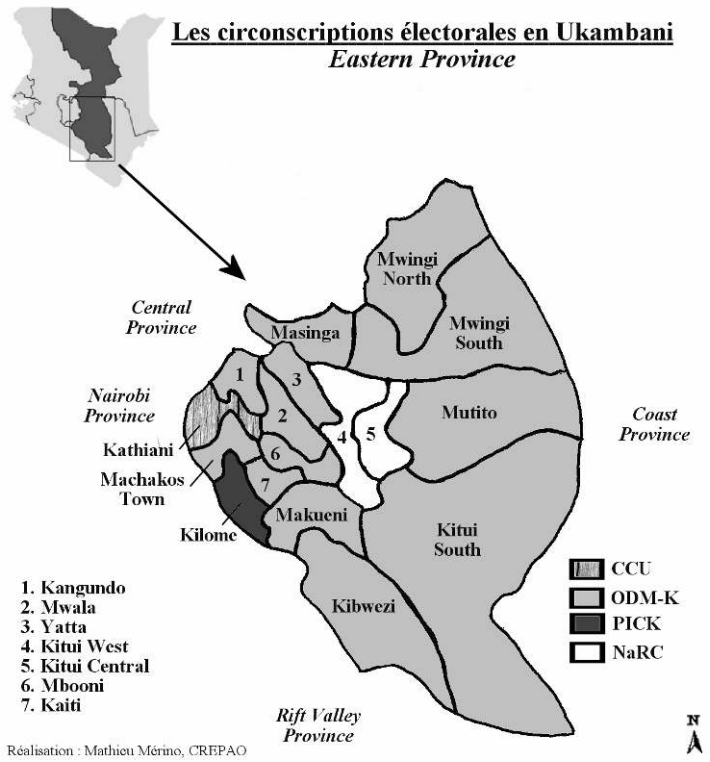
1 La richesse des analyses électorales sur l'Afrique subsaharienne, plus particulièrement sur le Kenya[3] contraste avec le peu de travaux consacrés jusque récemment aux partis politiques[4]. Les partis politiques restent en effet un objet d'étude délaissé en raison notamment de la faible légitimité accordée à nombre d'entre eux. En outre, une rapide observation du paysage politique kényan offre l'image d'une profonde confusion, voire d'une fragilité des structures partisanes. Tout d'abord, le passage au multipartisme réalisé au début des années 1990 n'a pas suffi à provoquer les changements de régime escomptés, à savoir l'avènement de démocraties libérales, semblant ainsi remettre en cause la « carrière » africaine du paradigme transitologique[5]. Sous l'ère multipartiste rythmée par les scrutins présidentiels et législatifs[6], l'ancien parti unique, la KANU (*Kenya African National Union*), avec à sa tête le Président de la République depuis 1978 Daniel arap Moi, est parvenu à se recycler en parti ultra-dominant jusqu'en 2002, grâce à des techniques électorales rôdées (verrouillage de l'espace public, manipulation des ressources publiques, fraudes et violences électorales). Le multipartisme n'a pas empêché le régime en place de renouveler pendant une décennie les conditions de sa « reproduction autoritaire »[7]. Depuis 2002, ce serait un avatar inverse, celui de l'éclatement, qui caractériserait le système partisan kényan. Ce dernier est en effet constitué de structures partisanes nombreuses, dont la longévité apparaît extrêmement aléatoire, à l'exception d'une dizaine de formations « stabilisées »[8]. Cette tendance irait d'ailleurs en s'aggravant : si 53 formations étaient présentes lors du scrutin de 2002, elles étaient trois fois plus nombreuses à l'été 2007, qu'il s'agisse de formations renaissantes ou nouvelles[9]. Ainsi, 2 548 candidats s'opposaient pour les 210 postes de députés lors du scrutin de 2007 contre seulement 1 033 candidats pour les élections de 2002[10].

2 En fait, les dysfonctionnements des partis kényans eu égard à une norme présupposée, celle des partis occidentaux, sont régulièrement mis en avant pour expliquer cet éparpillement, jugé dangereux à terme pour la participation et la représentation électorales[11]. Les partis sont perçus comme de simples machines électorales au service de personnes identifiées, ce qui expliquerait notamment la volatilité du personnel politique au gré de ses intérêts du moment. La naissance et la vie des structures partisanes kényanes semblent alors étroitement dépendantes des personnalités qui les conduisent. Depuis 2002, les stratégies respectives des uns et des autres ont conduit à de nombreuses scissions internes et des créations de nouvelles structures partisanes, alors que dans le même temps la KANU, qui a structuré la vie politique depuis l'Indépendance est devenue moribonde[12]. La lecture de la scène partisane est devenue peu accessible pour le néophyte dans un contexte où les partis et les coalitions électorales auxquelles ils procèdent se renouvellent rapidement. Alors que la scène politique était structurée lors du scrutin de 2002 autour de la *National Rainbow Coalition* (NARC) d'une part, et de la KANU d'autre part, le scrutin de 2007 oppose la coalition présidentielle du *Party of National Unity* (PNU) à l'*Orange Democratic Movement* (ODM) et à l'*Orange Democratic Movement-Kenya* (ODM-K), les deux principaux partis d'opposition. Ces transformations sont accompagnées d'une « transhumance politique » soutenue : la plupart des députés élus en 2002 ont changé de parti politique en cours de mandat et les deux principaux leaders politiques du pays, à savoir Raila Odinga, actuel Premier ministre et chef de file de l'ODM, et Mwai Kibaki, Président de la République en exercice et leader du PNU, ont respectivement changé 7 et 5 fois d'affiliation partisane durant leur carrière politique[13]. Également, soupçonnés de n'assurer aucune fonction programmatique, ces structures partisanes seraient avant tout assises sur une logique ethnique, dans laquelle elles puisent leur force, et dont l'unique objectif serait la rétribution des diverses communautés qui les soutiennent[14]. La création *ex nihilo* d'une machine partisane au service d'une personne, à laquelle est présumée allégée le vote d'une communauté ethnique, dans le seul objectif de former des coalitions électorales avec les partis de pouvoir pour assurer l'avenir de cette communauté, résumerait la genèse des partis kényans. Les violences survenues lors du scrutin de 2007[15], déjà rencontrées lors de précédentes élections[16], ont renforcé ce présupposé d'inconsistance institutionnelle des partis politiques, permise par un cadre juridique jugé trop permissif[17].

3 Ce type d'analyse, dont la référence est un modèle occidental idéalisé, conduit à conclure au fonctionnement pathologique des partis kényans, et à mener, par voie de conséquence, au désintérêt, même au sein des analyses électorales. Impression est en effet donnée que « *s'intéresser aux partis politiques serait vain car non seulement ils ne seraient la plupart du temps que les vecteurs d'intérêts clientélistes ou communautaristes, mais ils seraient, en plus, dépourvus de programmes crédibles, sinon tout simplement d'idées*[18] ». Or, comme le souligne René Otayek, la réflexion sur les partis politiques africains d'aujourd'hui est une problématique indissociable de celle des élections concurrentielles : « *Faut-il le rappeler, sans partis politiques, pas d'élections pluralistes*[19] ». Il existe désormais un relatif consensus pour considérer la nécessité de réhabiliter l'étude des partis, au sens où « ils demeurent les organisations centrales de la démocratie car c'est par leur intermédiaire que se font le recrutement des leaders, la structuration des choix électoraux et la formation des gouvernements[20] ». Cette affirmation pourrait paraître péremptoire dans un système kényan où ce qui se donne à voir est avant tout la sélection d'un parti par le leader, et non l'inverse, et où le vote est présumé

communautaire. L'objectif de ce travail est ainsi de démontrer, sur la base de l'étude des pratiques des partis kényans au niveau local, dans notre cas en Ukambani (Eastern Province), comment s'est construite une véritable emprise partisane, celle par laquelle les structures partisanes, malgré les avatars qui leur sont reprochés, « revendiquent avec un succès croissant un rôle dominant dans la sélection et la formation des dirigeants politiques[21] ». Ainsi, alors que la forte personnalisation des partis et la mobilité incessante de leur personnel pourraient attester d'une emprise partisane molle, les partis (en tout cas les plus importants) ont réussi à transformer ces tendances potentiellement déstructurantes en instruments centraux dans la construction de leur emprise monopolisatrice sur le champ électoral, à la fois sur la sélection des candidatures à la joute électorale (1) ainsi que sur la promotion et la victoire de ces candidatures (2).

Les circonscriptions électorales en Ukambani



Réalisation : Mathieu Mérino, CREPAO

1. Le parti, organisation monopolisatrice de sélection des candidatures électorales

4 Dans des circonscriptions essentiellement rurales, la personnalisation politique est une caractéristique forte du système partisan, qui rend les partis *a priori* dépendants des stratégies individuelles de mobilité (1.1). Or les partis, en tout cas les principaux, parviennent à réguler cette indiscipline, en fonction de leurs objectifs propres, comme l'illustre l'épisode des primaires sur lequel ils possèdent une maîtrise exercée (1.2).

1.1 L'héritage politique kényan : une valorisation et une mise en compétition incessante des *Big Men* au sein des partis

5 L'Ukambani[22] est avant tout une zone rurale. Les trois-quarts des résidents sont situés en dehors des centres urbains, structurés autour de deux villes importantes, Machakos (plus de 180 000 habitants) et Mwangi (70 000 habitants). Ainsi, la très grande majorité des 1,2 million d'électeurs inscrits habite des circonscriptions rurales, souvent faiblement loties en infrastructures en réseaux (eau, électricité, routes, notamment). Or dans ce milieu, caractérisé par un marché politique restreint[23], les *leaders* entretiennent avec la population des relations de proximité, basées notamment sur l'échange et la réciprocité. La capacité du politicien-entrepreneur[24] à distribuer des avantages matériels semble, en milieu rural, la motivation première conduisant l'électeur à « acheter » le politicien. Lors de la campagne électorale dans la circonscription de Kilome en 2001 par exemple, une étude révélait que les trois-quarts des sondés se disaient prêts à accepter de se voir distribuer des avantages[25]. Plusieurs témoignages vont aussi dans ce sens en 2007. Des distributions de nourriture ou bien de petites sommes d'argent ont régulièrement été opérées à Kaiti, Machakos Town et Mbooni, avec une affluence toujours marquée[26].

6 La scène politique kamba est ainsi structurée autour de *Big Men*, qui construisent leur légitimité politique sur les réseaux socio-économiques qu'ils ont développés dans un territoire. Leur capacité à « faire vivre » la région est un élément déterminant, et les caractéristiques des *Big Men* des années 2000 apparaissent, à cet égard, proches de celles des années 1970. La dizaine de personnalités structurantes de la scène politique kamba s'appuient sur des ressources dont les populations desquelles ils sollicitent le vote attendent d'en bénéficier. Outre les ressources matérielles, l'appartenance à l'église catholique, premier fournisseur de services sociaux dans la région, le statut de fonctionnaire de l'administration provinciale ou encore la filiation, familiale ou politique[27], sont des ressources structurantes qui associent le candidat à un politicien-entrepreneur capable de faire bénéficier la zone d'une amélioration des conditions de vie. La capacité des aspirants politiciens à assurer le développement de projets communautaires, orientés particulièrement vers les femmes, apparaît une condition impérative. Toutes les personnalités centrales de la scène politique kamba sont investies, plus ou moins directement, dans des fondations ou groupes communautaires chargés de développer les groupes scolaires, les services d'approvisionnement en eaux ou en électricité, les services sanitaires et sociaux, à l'instar de la « Fondation Kalonzo Musyoka ». Ce dernier bénéficie en 2007 d'un leadership incontestable en Ukambani, sur la base d'un « panier » diversifié de ressources : fervent catholique, dont l'ascension politique en 1986 au poste de député de Mwingi South a été parrainée par un baron de la politique locale, sa capacité à occuper de manière quasiment ininterrompue des postes au Gouvernement, tant sous l'ère Moi que sous celle de la présidence Kibaki, lui octroie une suprématie politique locale incontestée et lui permet par ailleurs de briguer le poste présidentiel, sous la bannière de l'ODM-K au dernier scrutin. La victoire en 2007 de John Harun Mwau est tout aussi illustrative de l'étroite imbrication entre la légitimité politique locale et l'investissement sur le terrain. Personnalité d'origine kamba, très riche, qui a passé la plupart de sa carrière à Nairobi, ainsi que fondateur du *Party of Independent Candidates of Kenya* (PICK), J.H. Mwau a longtemps été rallié pour ses campagnes-paillette, tout à la fois dispendieuses et de dernière minute, et subi un

revers électoral massif en 2001 et 2002 à Kilome[28]. Dans le cadre d'un travail incessant de terrain, où le candidat a mis en œuvre ses promesses électorales malgré la défaite, notamment l'électrification de la zone la plus pauvre de la circonscription[29], il emporte le scrutin de 2007 face au bras droit de Kalonzo Musyoka, John Mutinda Mutiso, ce qui a conduit à une des rares surprises du scrutin de 2007 en Ukambani.

7 La mise en place de ces relations de clientèle[30] entre les *leaders* locaux et les communautés a été encouragée par le système électoral qui a prévalu sous l'ère des trois décennies du parti unique des régimes Kenyatta et Moi, et dont plusieurs figures politiques, encore aujourd'hui, sont issues[31]. En effet, à partir de 1969, s'est mis en place un système électoral semi-compétitif où le parti unique offre la possibilité aux populations, si ce n'est de sélectionner les élites locales, en tout cas de choisir parmi certaines d'entre elles, donnant lieu à une forte compétition au sein du parti entre des personnalités issues d'une même zone géographique. La KANU kamba est ainsi marquée dans les années 1980 et 1990 par des luttes entre clans, qui s'affrontent pour la direction des branches locales du parti, le moyen jugé le plus sûr pour s'assurer la main mise sur la sélection du candidat qui sera proposé à l'élection locale. L'issue de ces luttes était le plus souvent en faveur des clans qui possédaient en leur sein une personnalité ayant un accès direct au Président D. arap Moi. Ce dernier a par ailleurs privilégié une stratégie du chaos, qui passait souvent par la promotion de personnalités nouvelles et la mise en disgrâce des *insiders,* l'objectif *in fine* étant un équilibre des forces. L'ascension dans les années 1980 de Kalonzo Musyoka, parrainé par le *mzee* de la politique kamba et proche de Daniel arap Moi, Mulu Mutysia, traduit la volonté de D. arap Moi de mettre à mal les derniers barons du régime Kenyatta encore présents sur la scène politique kamba.

8 Avec le passage au multipartisme en 1991, la possibilité offerte aux *Big Men* ballottés au sein de leur parti de briguer leur chance au sein d'une autre structure vont contraindre les principaux partis à traiter rapidement cette difficulté. L'importante circulation du personnel politique à laquelle on assiste en Ukambani à partir de 1991, comme dans les autres régions du pays, ne doit ainsi pas être considérée comme la manifestation de l'inconsistance institutionnelle des partis, incapables notamment d'instaurer des règles de conduite contraignantes ou de mobiliser durablement des personnalités sur un projet commun. Bien au contraire, les principaux partis kamba ont très tôt intégré cette évolution du jeu politique et sont parvenus à réguler cette indiscipline, de manière souple, à travers un exercice très structurant sur lesquels ils détiennent le monopole, les primaires. Pratique strictement interne aux partis, sur lequel *l'Electoral Commission of Kenya* (ECK) n'a pas de droit de regard, il est la manifestation forte de la monopolisation complète par les organes du parti de la sélection des candidats aux scrutins. Ainsi, les départs des partis apparaissent bien souvent, si ce n'est provoqué, encouragés par les partis eux-mêmes.

1.2 Une régulation souple de l'indiscipline par les partis

9 Au regard du local, les principaux partis kényans révèlent une véritable emprise sur le personnel politique. Le moment le plus symbolique et visible est sans aucun doute ici celui des primaires. Alors que cette période est le moment où la transhumance du personnel politique entre partis est la plus forte, elle est aussi le cadre le plus illustratif de l'instrumentalisation réussie par les partis des tendances sécessionnistes de ce personnel et témoigne du monopole des organisations partisanes sur le choix des

candidatures politiques locales[32]. L'importance des tractations les mois précédant les élections a conduit l'exercice des primaires à bénéficier, en 2002 et en 2007, d'une couverture médiatique presque aussi importante que les élections en elles-mêmes. Les primaires des partis sont alors présentées comme le moment où tout se joue, l'élection ne faisant en quelque sorte qu'officialiser des joutes dont l'issue est fixée antérieurement.

10 Lors de cette période, de nombreux perdants des primaires vont chercher à tenter leur chance dans celles des partis concurrents, quitte à réintégrer par la suite leur parti initial en cas d'échec. En 2007 par exemple, dans la circonscription de Machakos Town, le député sortant Daudi Mwanzia, un proche de K. Musyoka, s'est présenté aux primaires du *Labour Party of Kenya* (LPK), qu'il a d'ailleurs remportées, après avoir perdu celles de l'ODM-K face à Victor Munyaka[33]. De même pour le député sortant de Kitui South, Mwangu Ivuti qui, après avoir perdu les primaires de l'ODM-K, a été désigné comme le candidat du Ford-A[34]. Déjà, ces flux pré-électoraux avaient été nourris lors du scrutin de 2002 compte tenu des bouleversements du champ partisan survenus les mois précédents. Ils étaient essentiellement issus de la mise en place d'une coalition électorale rassemblant les partis d'opposition, la NARC[35] et la scission d'une frange du parti au pouvoir, sous le nom de *Liberal Democratic Party* (LDP), qui rejoindra la NARC. Les mécanismes mis en place par l'alliance de l'opposition[36] ainsi que l'arrivée en son sein de concurrents historiques issus de la KANU avaient créé un flux cette fois en sens inverse, de l'opposition vers la KANU. Ces migrations s'étaient déroulées sur une période courte, entre le 15 octobre, date de l'institutionnalisation du LDP, et la mi-novembre, date de tenue des primaires, avec des flux résiduels jusqu'au jour du scrutin.

11 Le système partisan en 2007 est caractérisé par des remaniements aussi importants, suite à l'explosion de la majorité présidentielle en 2005, après le référendum, et la scission de l'opposition en juillet 2007[37]. Désormais, il se retrouve structuré autour de trois nouveaux pôles : le PNU et sa coalition, les partis ODM et ODM-K, issus d'une récente scission du Mouvement Orange et les multiples partis secondaires, dans lesquels se classe désormais la KANU. Les principaux partis ont en 2007 également cherché à contrôler cette mobilité. Ainsi, les partis fixent une nouvelle fois la tenue des primaires au dernier jour du délai fixé par l'ECK pour la tenue de ce scrutin interne, soit le 16 novembre. L'objectif est ici d'empêcher les éventuels déçus de concourir dans les primaires de partis concurrents, et éviter l'écueil de 2002 où une transhumance, certes résiduelle, avait été réalisée jusqu'au jour des élections. Cette mobilité post-primaires a été par ailleurs fortement contrainte par la nouvelle règle imposée par l'ECK. À la différence des scrutins précédents, les partis devaient transmettre à l'ECK la liste de leurs candidats aux élections d'ici au 23 novembre[38], leur laissant uniquement une semaine pour régler l'ensemble des difficultés auxquelles ils se trouvent généralement confrontés à l'issue des primaires (contestation des résultats). Cette nouvelle règle laisse par ailleurs aux partis un délai extrêmement limité pour absorber les figures de poids qui font sécession des « petits » partis au dernier moment, bien que ce dernier leur ait accordé l'investiture, pour rejoindre des partis plus importants sans avoir à passer par des primaires très concurrentielles.

12 Comme en 2002, l'obtention du certificat de nomination comme candidat du parti, qui est l'issue recherchée par les concurrents aux primaires, s'est révélée un parcours contingent, ce qui témoigne de l'emprise partisane sur la sélection du personnel politique. En 2002, l'éviction des favoris « objectifs » a été courante, résultant souvent

d'une stratégie du groupe rival au sein du parti, prêt à multiplier les manœuvres pour que « son » candidat reçoive ce certificat. Ce fut notamment le cas en 2002 où certaines figures importantes du *Democratic Party* (DP) et du *Social Democratic Party* (SDP) avaient été évincées au profit d'arrivants de la KANU, permettant ainsi à l'opposition NARC d'envisager une victoire électorale dans des circonscriptions auparavant imprenables. En 2007, cette éviction des favoris est beaucoup moins fréquente à la faveur d'une scène politique kamba désormais balisée. La totalité des députés sortants se retrouveront notamment intronisés par les différents partis.

13 Au sein de l'ODM-K, le parti le plus influent en Ukambani, le processus des primaires a conduit à la sélection de candidats naturels, soit de part leur proximité à Kalonzo Musyoka, à l'instar de Daniel Maanzo (Kitui West), dirigeant de l'ODM-K, et Johnstone Muthama (Kangundo), un des financiers de la campagne de l'ODM-K, soit parce qu'ils sont députés sortants (9 candidats sur les 17 circonscriptions)[39]. Il est à noter que les éventuelles concurrences entre *leaders* d'une même circonscription ont généralement été traitées en amont par les partis. À Kilome par exemple, la direction de la branche du LDP (le parti alors conduit par K. Musyoka) était revenue par les urnes en 2006 à Regina Muai Ndambuki, évinçant ainsi J.M. Mutiso, un proche de K. Musyoka[40]. Ce dernier interviendra publiquement pour solliciter de R.M. Ndambuki qu'elle soutienne J.M. Mutiso ou, à défaut, de quitter le parti, ce qu'elle fera[41]. Cette manière de faire témoigne du caractère souhaité par les partis de se séparer d'un de leurs membres, dans un contexte où la compétition ne joue pas en la faveur du favori.

14 Compte tenu de l'assise locale des prétendants et du soutien plein que leur apporte Kalonzo Musyoka dans une région qui lui est acquise, l'ODM-K prenait un risque limité en refusant la pratique courante des « nominations automatiques » par le parti[42]. Ces dernières resteront en revanche pratiquée par la NARC et le PNU, préférant épargner le processus des primaires aux candidats de premier rang, à l'instar de Kivuthu Kibwana du PNU (Makueni) ou Charity Ngilu de la NARC (Kitui central). Tout autant qu'une marque de déférence, ces nominations automatiques sont aussi dans certains cas le moyen d'assurer une reconduction digne de leaders affaiblis. Compte tenu d'une compétition forte, la reconduction par les urnes de K. Kibwana lors des primaires n'était pas assurée, ce dernier se voyant reprocher un moindre investissement sur le terrain[43].

15 Pourtant, même dans le cas de l'ODM-K où le processus semble pleinement maîtrisé, les têtes du parti seront contraintes de s'investir dans l'issue des urnes, quitte à outrepasser le résultat des primaires ou à entériner un résultat douteux. Cette immixtion intervient à la faveur de deux processus :

- Les insuffisances de l'organisation logistique conduisent à jeter le doute sur certains scrutins, comme à Kitui West, ce qui aboutit à des tensions[44]. Dans cette dernière circonscription, Nyiva Mwendwa, député sortant, est soupçonné d'avoir truqué le scrutin, conduisant ses quatre concurrents, dont Francis Nyenze, ancienne figure incontournable de la KANU dans la région, à boycotter le scrutin[45]. Malgré la promesse d'intervention formulée initialement par les dirigeants du parti pour apaiser les esprits, l'inaction sera la posture privilégiée, le vainqueur des urnes sur lequel pèse le soupçon étant un proche de K. Musyoka. Finalement, le parti arguera du délai trop restreint laissé par l'ECK pour transmettre les candidatures, empêchant la reconduction du scrutin.
- Les primaires peuvent mettre en compétition des personnalités d'attrait égal pour le parti. Les primaires de la circonscription de Makueni opposent ainsi trois proches de K. Musyoka :

le dirigeant de l'ODM-K, Daniel Maanzo, un ancien *Provincial Commissioner* (équivalent du préfet) Peter Kiilu et Mbithi Muthoka, le candidat dans cette circonscription en 2002. Compte tenu du risque de voir partir P. Kiilu qui a obtenu l'intronisation par un petit parti (le *National Labour Party* – NLP), les résultats des primaires sont ouvertement outrepassés : bien que gagnant initial des primaires, D. Maanzo retire sa candidature au profit de Peter Kiilu[46]. D. Maanzo se voit alors promettre d'être proposé comme député nommé par le futur Président de la République[47]. Le parti écornera également le principe consistant à refuser les nominations automatiques, en intronisant à Kathiani Peter Kyalo Kaindi, ancien *Assistant Minister*, qui a rejoint l'ODM-K peu de temps avant les primaires[48]. L'objectif pour l'ODM-K était bien ici de s'assurer d'un ralliement d'une personnalité importante sur la scène politique nationale.

16 Enfin, il est à noter que les départs d'un parti ne se soldent pas systématiquement par une perte nette de suffrages pour ce parti. En effet, nombre de perdants des primaires de l'ODM-K ont rejoint la LPK. Or ce dernier parti est dirigé par Julia Odiambo, la colistière de Kalonzo Musyoka. On peut en conclure que l'existence de ces petits partis, qui accueillent les perdants des primaires des partis de pouvoir, est un moyen intéressant pour ces derniers de rétribuer une personnalité locale (en lui donnant un ticket d'investiture quel qu'il soit), tout en conservant son soutien (le LPK étant un « satellite » de l'ODM-K). La mobilité peut ainsi être une ressource autant qu'une difficulté pour les partis.

17 Les partis ont ainsi développé, par des moyens spécifiques, une emprise forte sur leurs membres, en s'érigeant en décideurs de dernier ressort des candidatures aux diverses élections. Ils sont également devenus, là aussi au prix d'un travail parfois contradictoire, les acteurs centraux dans la promotion et la victoire des candidatures.

2. La « bonne » étiquette partisane, réquisit pour la victoire électorale

18 L'emprise partisane sur l'offre électorale se traduit par une valorisation croissante de l'étiquette partisane. En effet, produisant des biens de même nature, les entreprises politiques présentent en Ukambani ne produisent pas nécessairement de biens identiques : « *la logique de la compétition politique conduit à des stratégies de différenciation et de démarquages à l'infini*[49] ». Dans un contexte où les candidats ont une assise locale comparable (2.1), l'appartenance au « bon parti » devient un critère déterminant dans la victoire des candidatures (2.2).

2.1 Des candidats tous bien enracinés localement

19 L'appui grandissant, notamment financier, des partis avait permis en 2002, la mise en valeur et surtout la victoire de quelques personnalités inconnues, sans ressources propres, dont le succès aurait été peu envisageable sans un soutien partisan. Comme nous le rappelle Philippe Braud, une des fonctions « *des formations politiques est de mobiliser des soutiens afin d'affronter la bataille électorale dans les meilleures conditions*[50] ». En 2007, certains candidats aux législatives du PNU ont ainsi reçu 500 000 KSh chacun afin de mener la campagne électorale. Ils ont également reçu un soutien en termes de matériel (t-shirts, casquettes, affiches, banderoles, etc.)[51]. En Ukambani, à l'image de ceux dans les autres régions, les candidats ont pu profiter de ressources financières et

surtout logistiques de la part des partis. Ainsi, grâce à cette dynamique, Musau Ezekiel, de la NARC, a mis en danger le très implanté Gideon Ndambuki en 2002 à Kaiti (courte victoire de ce dernier qui roulait alors pour la KANU) ou encore Benson Mbai (NARC) a pu l'emporter à Masinga (en 2002 aussi ?).

20 Ce trait est cependant moins marqué en 2007 où seules des personnalités très bien connectées au terrain ont été présentées et élues. Or ce dernier scrutin a souvent été analysé, au niveau national, comme illustratif d'un changement des élites, qui se traduit par l'accession au pouvoir de personnalités plus jeunes, qualifiées d'*outsiders*. En Ukambani, ce renouvellement se traduit par l'éviction d'un tiers des députés sortants, qui sont pour la plupart des figures centrales de la politique kamba depuis les années 1980 : Kivuthu

21 Kibwana à Makueni, Richard Ndile à Kibwezi ou bien Joseph Munyao à Mbooni pour le PNU et la NARC, les « rejetons » Mwendwa à Kitui côté ODM-K, certes plus jeunes mais qui s'apparentent à la dynastie politique des Mwendwa[52]. Si leurs successeurs sont plus jeunes, ils se révèlent néanmoins très bien implantés localement et ont déjà souvent concouru aux élections, tout du moins aux primaires de partis. Leur caractère d'*outsider* réside uniquement dans le fait qu'ils briguent, pour certains d'entre eux, leurs premiers mandats. Par exemple, la chute de R. Ndile (PNU) à Kibwezi[53], dont il a obtenu la création, a surpris. Son tombeur, Joseph Kaloki (ODM-K)[54], est présenté dans les médias comme « *enseignant à la Dallas Baptist University* »[55]. Cependant, à l'étude, il apparaît que ce dernier s'est enraciné dans ce territoire depuis plus trois ans, sur la base de la *Turner Foundation of Canada* qu'il dirige. Cette fondation a ainsi entrepris le financement de plusieurs écoles, centres médicaux et routes à *Kibwezi Constituency* en collaboration avec de nombreuses associations locales. Notamment, deux projets d'ampleur ont récemment été avalisés : l'électrification d'une zone rurale couvrant 100 000 habitants au sud de la circonscription et la viabilisation d'une route névralgique, promise en 2002 par Mwai Kibaki mais qui n'a jamais été réalisée par le Gouvernement. De même, le tombeur de K. Katuku (PNU et ministre de l'Eau) à Mwala, le Révérend Daniel Muoki (ODM-K), n'est autre que son ancien directeur de campagne.

22 Compte tenu de ces éléments, le critère distinctif entre ces *Big Men* en Ukambani apparaît dès lors le parti d'appartenance.

2.2 Le critère distinctif des vainqueurs : la prime du « bon parti »

23 L'appartenance partisane a été indéniablement, lors du dernier scrutin, un des critères de sélection des candidats. Ainsi, les sigles, ou encore les emblèmes des partis constituent une part importante de la concurrence politique et susceptible de favoriser ou non un candidat. En 2002, la possession de l'étiquette NARC, par exemple, semblait déjà être un avantage certain pour la victoire, notamment pour un nombre non négligeable de candidats qui, sous la bannière d'un autre parti, avait précédemment échoué. Le personnel politique a pris acte, au cours de la campagne électorale de 2002, de l'importance acquise par l'appartenance au parti sur l'issue de leur candidature. Certains ont cherché à se départir de leur étiquette partisane et à utiliser celle des partis plus populaires. Cela a particulièrement été le cas des candidats de l'ancien parti unique qui avaient cherché à ne pas rappeler leur appartenance à la KANU, notamment l'association qui est faite avec le candidat du parti à la présidentielle, U. Kenyatta, impopulaire. La NARC a d'ailleurs porté plainte à plusieurs reprises, auprès de la

commission électorale du Kenya, contre des candidats KANU qui utilisaient dans leur campagne les sigles et les couleurs de l'alliance de l'opposition pour « tromper » les électeurs. En conséquence, l'ancien parti unique a réorganisé sa fin de campagne sur un objectif nouveau de popularisation du groupe. Les dernières semaines de la campagne seront ainsi marquées par la venue de nombreux émissaires prestigieux du parti au pouvoir, des ministres mais surtout le Président D. arap Moi, même si cela ne parviendra pas à infléchir la donne.

24 Ces dynamiques se retrouvent intactes en 2007 où l'ODM-K, au service de la candidature présidentielle de Kalonzo Musyoka, offre une surprime de popularité aux *Big Men* en compétition. Comme le note Michel Offerlé, « *les représentants des partis constituent par eux-mêmes une source importante de l'offre non pas tant du fait de leur "personnalité", mais parce qu'ils sont la personnification de dispositions négativement ou positivement valorisées et crédibles*[56] ». Inversement, l'étiquette PNU s'avère difficile à porter, l'échec des ministres-candidats proches de Mwai Kibabki (Kivuthu Kibwana à Makueni, Richard Ndile à Kibwezi, Joseph Munyao à Mbooni) le démontre. La campagne du PNU reposait dès lors sur les exercices démonstratifs que le Président M. Kibaki serait en mesure de réaliser dans la région afin de populariser le PNU. Ce dernier vient à trois reprises en Ukambani, dans une région pourtant acquise au niveau présidentiel à un de ses concurrents, K. Musyoka. Cet intérêt démontré aux Kamba est assis sur des gestes sonnants et trébuchants qui reprennent les thématiques centrales pour la population locale, et sur lesquelles avait déjà reposé la campagne de la NARC en 2002 : la création de districts et l'amélioration des routes, dans des lieux clefs, comme dans le fief de Charity Ngilu à Kitui, et dans les terroirs de ses ministres[57]. Deux nouveaux districts sont ainsi créés[58], respectivement Mutomo, une des régions les plus pauvres du pays, et Mbooni (fief du ministre J. Munyao), ce qui représente des potentialités importantes pour les zones ; ils sont en effet associés à la création de deux *county council*, ainsi qu'à de nouvelles divisions administratives, source de nouveaux revenus[59] et emplois[60]. Les deux sujets centraux pour cette région sont également traités par le Président : outre le creusement de puits, il est promis le goudronnage de l'axe Kitui-Mutomo-Kibwezi, dont le coût estimé à cinq milliards KSh.

25 Cette prime au « bon parti », qui est déterminée en 2002 comme en 2007 en fonction du candidat qu'il soutient, conduit C. Ngilu, dans le cadre de sa reconquête des circonscriptions de Kitui, à infléchir son positionnement initial : passant d'un franc soutien initial à Raila Odinga (ODM)[61], elle appellera progressivement ses électeurs à voter pour K. Musyoka dans le cadre du scrutin présidentiel, tout en plaidant pour un vote en faveur de la NARC au niveau local[62]. Les compétiteurs politiques tendent donc à ajuster leur offre afin d'obtenir ou plutôt de s'associer à la bonne étiquette partisane. Parallèlement à C. Ngilu, les candidats de tous les partis produiront des affiches où figure K. Musyoka, provoquant alors le mécontentement de l'ODM-K[63].

26 Dans ce contexte, les caractéristiques du « bon parti », du point de vue des candidats ou des électeurs, ne se limitent pas à ses capacités distributives présentes. La popularité du groupe partisan, et ses capacités distributives futures, par sa capacité notamment à accéder au pouvoir, est devenue nécessaire au candidat pour emporter des suffrages.

Conclusion

27 Si « *le processus électoral de 2002 a révélé une maturation de la démocratie kényane*[64] », celui de 2007 confirme le caractère central des partis politiques au Kenya. Certes, ils peuvent apparaître parfois comme une « *impensable notion*[65] », loin des idéaux-types occidentaux. Cependant, en les replaçant dans leur localité, les partis témoignent de leur réussite incontestable à verrouiller le champ électoral, d'une part en décidant directement de la personnalité qui briguera le mandat et, d'autre part, en déterminant, partiellement ou totalement, l'issue d'une candidature. Au travers des oppositions pour le contrôle d'une branche locale d'un parti, des primaires et la course au certificat de nomination ou encore la campagne électorale et la recherche de l'affiliation à la bonne étiquette, le personnel politique se doit désormais d'accepter les règles imposées par les partis sous peine de voir planer une incertitude sur sa carrière. Les partis, au-delà de tendances *a priori* déstructurantes, sont devenus la forme d'organisation qui monopolise la compétition électorale et ont fait de l'appartenance partisane, outre un réquisit pour l'accès à la compétition électorale, une ressource de plus en plus déterminante pour la victoire électorale des candidatures.

« Les partis politiques sont des organisations qui structurent le fonctionnement de la politique et du politique dans de nombreux États[1]*. »*
« Ici, dans cette Afrique, dans toutes les Afriques, les partis politiques n'existent même pas depuis une génération[2]*. »*

BIBLIOGRAPHIE

Ahner-Toennis, W., Amayo, A. (2007). « Weighing options for electoral victory: a situational analysis of political parties in Kenya four months to the elections. » KAS, August 2007.

Anderson, D., Lochery, E. (2008). « Violence and Exodus in Kenya's Rift Valley, 2008: Predictable and Preventable. » *Journal of Eastern African Studies* 2 (2) : 328-43.

Barkan, J., Okumu, J., (1978). « Patrons, machines et élections au Kenya. » D. Lavroff (dir.), *Aux urnes l'Afrique ! Élections et pouvoirs en Afrique noire* : 119-148. Paris: Pédonel.

Basedau, M., Erdmann, G., Mehler, A., (2007). *Votes, Money and Violence. Political Parties and Elections in Sub-Saharan Africa*. Scottsville : KwaZulu- Natal Press.

Braud, P. (2000). *Sociologie Politique*. Paris: LGDJ.

Carothers, T. (2002). « The end of the transition paradigm. » *Journal of Democracy* 13 (1) : 5-21.

Cussac, A. (2007). « Les évolutions politiques au Kenya à l'approche des élections 2007. » *Mambo* VI (1) : 1-4.

European Union — Election Observation Mission (2008). *Final Report.*

General Elections 27 December 2007, 3 April.

François, B., Lagroye, J., Sawicki, F. (2002). *Sociologie Politique*. Paris : Presses de Science Po.

Gazibo, M. (2006). « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique. » *Politique Africaine* 104 : 5-17.

Grignon, F., Mazrui, A., Rutten M. (dir.) (2001). *Out for the count: the 1997 General elections and prospects for democracy in Kenya*. Kampala : Fountain Publishers.

Institute for Education in Democracy (2001). *Report of the international observers to the Electoral Commission of Kenya*. Nairobi : IED.

Ishiyama, J., Quinn, J.J. (2006). « African Phoenix? Explaining the Electoral Performance of the Formerly Dominant Parties in Africa. » *Party Politics* 12 (3) : 317-40.

Klopp, J. (2001). « "Ethnic Clashes " and Winning Elections : The Kenyan Case of Electoral Despotism? » *Canadian Journal of African Studies* 35 (3) : 473-517.

Lafargue, J., Katumanga, M. (2008). « Le Kenya dans la tourmente. Violences postélectorales et pacification précaire. » *Politique Africaine* 109 : 107-121.

Lindberg, S.I. (2006). *Democracy and Elections in Africa*. Baltimore : John Hopkins University Press.

Lonsdale, J. (2008). « Soil, Work, Civilisation and Citizenship in Kenya. » *Journal of Eastern African Studies* 2 (2) : 305-14.

Maupeu, H. (2003). « Kenya : les élections de la transition. » *Politique Africaine* 89 : 149-66.

Maupeu, H., Katumanga M., Mitullah, W. (2005). *The Moi Succession. Elections 2002*. Nairobi : Transafrica Press.

Maupeu, H. (2008). « Retour sur les violences. » *Les Cahiers de l'Afrique de l'Est*, n° 37, janvier-avril : 11-50.

Médard, J.F. (1992). « Le *Big Man* en Afrique : esquisse d'analyse du politicien-entrepreneur. » *L'Année sociologique* 42 : 167-92.

Mérino, M. (2003). « Système de partis et marché politique au Kenya : les enseignements d'une élection partielle. » In H. Maupeu (dir.), *L'Annuaire 2002 de l'Afrique Orientale* : 43-90. Paris : L'Harmattan.

Offerlé, M. (2006). *Les partis politiques*. Paris : PUF.

Otayek, R. (1998). « Les élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ? » *Politique Africaine* 69 : 3-11.

Quantin, P. (2004). *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations.* Paris : L'Harmattan.

Seiler, D.L. (1993). *Les partis politiques*. Paris : Armand Colin.

Smiddy, K., Van de Walle, N. (2000). « Partis politiques et systèmes de partis dans les démocraties non-libérales africaines. » *L'Afrique Politique* : 41-57. Paris : CEAN-Karthala.

Journaux

Daily Nation

East African Standard

NOTES

1. *Offerlé (2006).*

2. *J.P. Campagne, « Le Kenya au-delà des ethnies », Libération, 7 janvier 2008.*

3. Pour l'Afrique subsaharienne, voir : *Politique Africaine*, « Des élections comme les autres », n° 69, mars 1998 et Colloque de l'AFSP, *Voter en Afrique : différenciations et comparaisons*, Bordeaux, mars 2002. Pour le Kenya, voir notamment : Grignon, Mazrui & Rutten (2001) ; Maupeu, Katumanga & Mitullah (2005).

4. Depuis quelques années, on assiste à une réhabilitation de l'étude des partis politiques africains : *Politique Africaine*, « Partis politiques d'Afrique : retour sur un objet délaissé », n°104, décembre 2006 ; Basedau, Erdmann & Mehler (2007) ou encore Ishiyama & Quinn (2006). Sur les partis politiques kényans en particulier, voir L. Arriola, « The political economy of opposition coalitions in Africa » et A. Lebas, « When do Parties Compete? Party Formation and Conflict in Zimbabwe, Zambia and Kenya », communications présentées lors du Congrès *Penser la République : État, gouvernement, contrat social en Afrique* organisé par le Centre d'Étude d'Afrique Noire de Bordeaux du 3 au 5 septembre 2008.

5. Carothers (2002). Pour une démonstration plus détaillée : Smiddy & Van de Walle (2000).

6. Depuis le retour au multipartisme, quatre élections générales ont été tenues : en 1992, 1997, 2002 et 2007. Elles couplent à la fois l'élection présidentielle et les élections législatives. Dans le cas de l'élection présidentielle, le vainqueur doit avoir obtenu 25 % des voix dans cinq des huit provinces qui composent le pays. Concernant l'élection des *Members of Parliament* (MP), le mode de scrutin est majoritaire à un tour au niveau de chacune des 210 circonscriptions électorales du pays. Ces 210 députés élus siègent alors au Parlement en compagnie de 12 autres députés nommés par le Président de la République.

7. F. Grignon, « Le multipartisme au Kenya ? Reproduction autoritaire, légitimation et culture politique en mutation (1990-1992) », *Travaux et documents de l'IFRA*, n°12, 1993.

8. Dès la fin du monopole politique octroyé à la *Kenya African National Union* (KANU) en 1991, une cinquantaine de partis s'est très rapidement formée, parmi laquelle une dizaine structure la vie politique et électorale kényane. Ces formations principales ont été créées dans les années 1991-1992 autour de personnalités issues de l'ancien parti unique. Il s'agit tout d'abord, en 1991, du FORD (*Forum for the Restoration of Democracy*), qui se scinde successivement en trois formations politiques : le *FORD-People*, le *FORD-Kenya* et le *FORD- Asili*. Par la suite, sont créés le *Democratic Party* (DP), puis le *Kenya National Congress* (KNC), le *Social Democratic Party* (SDP), le *National Democratic Party* (NDP), le *National Party of Kenya* (NPK) mais aussi le *Liberal Democratic Party* (LDP) ou la *National Rainbow Coalition* (NARC), alliance regroupant la plupart des partis de l'opposition anti-KANU aux élections générales de 2002. Suite au référendum de 2005 sur la réforme constitutionnelle, trois nouveaux partis se sont imposés dans le débat public : le *Party National Unity* (PNU) dont Mwai Kibaki est le *leader*, l'*Orange Democratic Movement* (ODM) conduit par Raila Odinga et l'*Orange Democratic Movement-Kenya* (ODM-K) dirigé par Kalonzo Musyoka.

9. En juillet 2007, 153 formations partisanes sont répertoriées (Ahner-Toennis & Amayo, 2007). Selon le décompte officiel de l'*Electoral Commission of Kenya* (ECK), 134

partis politiques étaient officiellement enregistrés en novembre 2007 à la clôture des candidatures.

10. European Union – Election Observation Mission (2008).

11. Seuls 8 partis sont représentés au Parlement 2002 ; ils sont 23 en 2007.

12. En 2002, des dissidents de la KANU, « anti-Kenyatta fils (Uhuru) », le candidat du parti à l'élection présidentielle, désigné par le président de l'époque Daniel arap Moi, ont quitté l'ancien parti unique pour créer le *Liberal Democratic Party* afin de négocier au mieux leur ralliement à l'opposition. De même, la création de la *National Rainbow Coalition* (NARC) en 2002, alliance regroupant la plupart des partis de l'opposition, ou encore la fusion du NDP et de la KANU au sein de la New-KANU en mars 2002 sont autant d'épisodes de la vie « mouvementée » des partis politiques au Kenya. En 2007, les principales coalitions sont l'ODM (dont les *leaders* sont massivement issus du NDP), l'ODM-K (dont une partie des représentants sont issus de la LDP) et le PNU, coalition ombrelle de différents partis (dont le DP et certains membres de la NARC).

13. Raila Odinga, actuellement leader d'ODM, a notamment été membre de la KANU, du FORD-K, du NDP, du LDP ou encore de la NARC. Mwai Kibaki est passé par la KANU, le DP, la NARC avant d'être au PNU.

14. Kenya est composé d'une dizaine d'ethnies principales ; le vote de chaque ethnie est souvent présumé allégé à un parti spécifique. Le vote kikuyu (ethnie dont est issu le président actuel du Kenya, M. Kibaki) est par exemple présumé allégé au PNU. Parallèlement, l'ODM est associé au vote Luo ou encore l'ODM-K au vote Kamba.

15. Voir notamment : *Politique Africaine*, « Élections et violences au Kenya », n° 109, mars 2008 ; Maupeu (2008) ; Lonsdale (2008) et Anderson & Lochery (2008).

16. Klopp (2001).

17. Une loi sur les partis a été présentée en 2007, réglementant leurs financements et leurs statuts notamment. Elle n'a cependant pas été soutenue par le Président Mwai Kibaki.

18. Impression que cet auteur déplore (Otayek, 1998 : 10-11).

19. Otayek (1998) : 10.

20. Gazibo (2006) : 10.

21. François, Lagroye & Sawicki (2002) : 231.

22. L'Ukambani , environ 2,6 millions habitants, est une des quatre « régions » composant la Province de l'Est (*Eastern Province*). Elle est majoritairement peuplée de Kamba, la 5e ethnie du Kenya (Government of Kenya, 2005).

23. L'Ukambani est constituée de 17 circonscriptions législatives (se référer à la carte « Les circonscriptions électorales en Ukambani »). La plus petite est celle de Kilome, avec 86 000 habitants, où l'on compte pour le scrutin de 2007 un peu plus de 41 000 inscrits et environ 28 300 votants (Electoral Commission of Kenya, 2007).

24. Médard (1992).

25. Institute for Education in Democracy (2001).

26. Communication personnelle d'observateurs pour l'Union européenne en *Eastern Province* en décembre 2007.

27. Par exemple, les percées politiques de John Mutinda Mutiso et de Joseph Mailu Malu dans la circonscription de Kilome ne sont pas étrangères au fait que tous deux sont les

fils d'anciens députés de la circonscription, respectivement Mathew Mutiso et Mbolu Malu.

28. Pour un retour sur le parcours de J.H. Mwau à Kilome, voir Mérino (2003).

29. « Mwau's entry could tilt scales in Kilome's 10-man race », *Daily Nation*, July 24, 2007.

30. Elles se définissent comme « des relations personnelles entre partenaires inégaux, qui impliquent la réciprocité et auxquelles le subordonné peut se soustraire à volonté » (Barkan & Okumu, 1978 : 132).

31. Une grande partie de la classe politique d'Ukambani s'est lancée à cette période. Ainsi, Kalonzo Musyoka et Gideon Ndambuki de l'ODM-K, Charity Ngilu de la NARC ou encore Kivuthu Kibwana du PNU ont tous appartenu à l'ancien parti unique la KANU.

32. Notamment, pour une candidature parlementaire, les postulants doivent honorer des droits d'inscription. Ces frais oscillent entre 30 000 et 130 000 *Kenyan Shilling* (KSh) ; ils sont systématiquement supérieurs à 100 000 KSh pour les partis principaux. Ils alimentent ainsi le financement ultérieur de la campagne. Pour information 1€ = 99,82 KSh au 10 septembre 2008.

33. « ODM Kenya grip loosens », *Daily Nation*, December 9, 2007.

34. *Daily Nation*, December 11, 2007.

35. Finalement, la NARC rassemblera le DP, le NPK, le FORD-K et, plus tardivement, le LDP.

36. Une seule candidature par siège pour tous les partis ayant intégré la coalition électorale.

37. Pour un retour sur les événements préélectoraux, voir Cussac (2007).

38. Ce délai, initialement fixé par l'ECK au 18 novembre, a été repoussé à la demande des principaux partis.

39. Les députés sortants sont sélectionnés sans surprise dans 9 des 17 circonscriptions : outre K. Musyoka (Mwingi North), sont retenus David Musila (Mwingi South), Nyiva Mwendwa (Kitui West), Julius Kilonzo (Mutito), Benson Mbai (Masinga), Peter Kialo (Kathiani), Mutinda Mutiso (Kilome) et Gideon Ndambuki (Kaiti).

40. Il est par ailleurs *Deputy Government Chief Whip*.

41. *Daily Nation*, July 24, 2007. Mrs Ndambuki sera en définitive la candidate NARC à Kilome.

42. K. Musyoka avait été candidat en 2002 à la faveur d'une nomination que lui avait octroyé son parti. Ses concurrents avaient porté plainte peu avant les primaires, repoussant ainsi le scrutin, puis procédé à un boycott. Plusieurs députés sortants, menacés, solliciteront cette investiture directe, notamment Charles Kilonzo à Yatta et Daudi Mwanzia à Machakos.

43. Entretiens avec K.B., M.M. et P.K., membres de la branche du PNU à Makueni, le 9 janvier 2008 à Kalamba.

44. « Parties' nomination polls end in fiasco », *Daily Nation*, November 17, 2007.

45. « ODM-K primaries a shame, declare disappointd aspirants », *Daily Nation*, November 17, 2007.

46. Makueni est une circonscription clef en Ukambani. Essentiellement rurale, elle est la plus peuplée et compte près de 217 000 habitants. « Makueni : aspirants gun for ODM-K ticket », *Daily Nation*, November 4, 2007.

47. « ODM-K moves to stem fall out », *Daily Nation*, November 19, 2007. Il sera effectivement proposé par l'ODM-K comme député nommé en février 2008 au Président M. Kibaki. « Emerging camps threaten Kalonzo's clout in Ukambani », *East African Standard*, February 24, 2008.

48. « Kalonzo denies plan to step down for Kibaki », *Daily Nation*, December 12, 2007.

49. Offerlé (2006) : 91.

50. Braud (2000) : 404.

51. « Money factor in Parliement race », *Daily Nation*, December 15, 2007.

52. Pour un retour sur la dynastie Mwendwa, voir F. Grignon, *Le politicien entrepreneur en son terroir : Paul Ngei à Kangundo (Kenya), 1945-1990*, Bordeaux IV-Montesquieu, Thèse de Science Politique, 1997.

53. Kibwezi est la deuxième circonscription la plus peuplée d'Ukambani après Makueni. Elle compte 207 000 habitants (Government of Kenya, 2005).

54. Philip Kaloki est un proche de longue date de Kalonzo Musyoka.

55. « Ndetei wants seat back in Ukambani's unsteady area », *Daily Nation*, July 28, 2007.

56. Offerlé (2006) : 92.

57. J. Katuku, ministre de l'Eau, est élu de Mwala ; R. Ndile, secrétaire d'État à la Faune sauvage, est élu de Kibwezi ; le siège de Mbooni est détenu par le ministre de l'Elevage et de la pêche, J. Munyao tandis que le siège de Makueni est occupé par Kivuthu Kibwana, ministre des Terres.

58. Depuis 2003, M. Kibaki a triplé le nombre de districts, passant de 57 à 145.

59. Mwai Kibaki promet qu'une partie des recettes issues du parc de Tsavo Est (qui couvre une grande partie de l'Ukambani) viendra abonder les ressources de cette nouvelle circonscription administrative.

60. « Kibaki campains in Ngilu's turf », *Daily Nation*, October 25, 2007.

61. Après avoir apporté publiquement son soutien à R. Odinga, C. Ngilu a été exclue du gouvernement ; elle a alors rejoint le « Pentagone », l'organe exécutif de l'ODM. Localement, cette alliance conduit à l'absence de candidats ODM dans la circonscription où elle concourt sous l'étiquette NARC, ainsi que celles de ses proches.

62. « Ngilu at political crossroads », *East African Standard*, December 16, 2007.

63. « ODM-K grip loosers », *Daily Nation*, December 9, 2007.

64. Maupeu (2003) : 166.

65. Seiler (1993) : 5.

INDEX

Index géographique : Kenya

AUTEUR

MATHIEU MÉRINO

Chercheur en science politique, associé au CREPAO, Université de Pau et des Pays de l'Adour